



**mardi, 21. Mars 2017**

**SOMMAIRE** Cliquez sur les titres pour lire les articles

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Marché &amp; Economie</b> .....  | <b>2</b>  |
| <i>Assises de la micro-entreprise : La jeunesse, pilier du nouveau modèle économique</i> .....    | 2         |
| <i>Banques publiques : Préserver la viabilité des entreprises</i> .....                           | 2         |
| <i>Des entreprises algériennes à la conquête du marché britannique</i> .....                      | 3         |
| <i>Industrie militaire : Un développement permanent</i> .....                                     | 4         |
| <i>M. Louh reçoit l'ambassadeur d'Italie : Renforcer la coopération en matière de formation</i> . | 5         |
| <i>La Banque Mondiale à propos de l'Algérie : immense potentiel de croissance</i> .....           | 5         |
| <i>Conférence internationale NAPEC 2017 : Une quarantaine de pays à Oran</i> .....                | 6         |
| <i>Commerce extérieur : Forte réduction du déficit commercial</i> .....                           | 6         |
| <i>Structures de gestion du Domaine national : Modernisation en marche</i> .....                  | 7         |
| <i>Engrais phosphatés : L'Algérie veut devenir un acteur majeur du marché mondial</i> .....       | 8         |
| <i>Complexe Sider El Hadjar d'Annaba: sortie de la 1e coulée du haut fourneau n°2</i> .....       | 8         |
| <b>Commerce</b> .....   | <b>9</b>  |
| <i>Premier modèle local de la marque KIA : Sur les routes en août</i> .....                       | 9         |
| <i>Sonatrach : Abdelmoumen Ould Kaddour nouveau P-dg</i> .....                                    | 10        |
| <i>Caarama Assurance: le paiement électronique disponible</i> .....                               | 10        |
| <i>La chaîne américaine Hyatt ouvrira en 2018 son premier hôtel en Algérie</i> .....              | 10        |
| <i>Royal Jordanian : Une cinquième fréquence à partir de cet été</i> .....                        | 11        |
| <b>Régions</b> .....  | <b>11</b> |
| <i>Bordj Bou Arreridj : Plus de 70.000 emplois attendus</i> .....                                 | 11        |
| <i>Une soixantaine d'exposants attendus à la fête de l'olivier de Maatkas (Tizi-Ouzou)</i> .....  | 12        |



**CCI ALGÉRO-FRANÇAISE**

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

[cciaf@cciaf.org](mailto:cciaf@cciaf.org)

[www.cciaf.org](http://www.cciaf.org)

**NOS EVENEMENTS SUR**

**[WWW.CCIAF.ORG](http://WWW.CCIAF.ORG)**

### Assises de la micro-entreprise : La jeunesse, pilier du nouveau modèle économique

Source : El Moudjahid

Le président de la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs, Kheireddine Hamel, a suggéré l'élaboration d'un cahier des charges de la micro-entreprise pour lui permettre de participer à la concrétisation des différents projets et aux appels d'offres qui, souvent, reviennent aux grandes entreprises.

La Fédération nationale des jeunes entrepreneurs soumettra aux autorités publiques une série de propositions afin de d'élaborer un cahier des charges qui réservera un traitement spécial, à la micro-entreprise dans tous secteurs économiques concernés par la réalisation des projets et les appels d'offres en vue de redynamiser le rôle de la micro-entreprise et d'encourager sa contribution dans la dynamique économique, a indiqué M. Hamel en marge des ateliers organisés à l'occasion des assises nationales sur la micro-entreprise.

Il a précisé à ce propos, que la mouture finale du cahier des charges de la micro-entreprise qui apportera des solutions aux divers problèmes que celle-ci rencontre, sera finalisée en collaboration avec des experts tout en tenant compte des préoccupations majeures des chefs d'entreprises afin de leur permettre d'améliorer leurs activités et d'assurer leur pérennité". D'autre part, les conditions d'obtention des marchés par la micro-entreprise et du foncier tout en bénéficiant des mesures administratives qui demeurent cependant complexes

ont été au centre des préoccupations des entrepreneurs présents aux ateliers consacrés aux domaines des travaux publics et du bâtiment, de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie, de la maintenance, des technologies de l'information et de la communication, des transactions publiques, du tourisme et de l'artisanat. Plusieurs intervenants ont estimé à cet effet, que les conditions requises pour la réalisation de certains projets par une micro-entreprise étaient "réduites" dans le sens où elles ne leur permettent pas d'accéder au projet.

Ils ont abordé outre le problème de commercialisation, celui de la non-homologation des produits innovés et le manque de matière première ce qui influe négativement sur leurs activités.

Toujours selon le président de la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs, ces assises tendent à concrétiser un rapprochement, à établir un partenariat entre les jeunes entrepreneurs et les grands investisseurs et à renforcer enfin, l'interaction dans le cadre de la promotion du produit local.

Par ailleurs, des jeunes investisseurs ont demandé également de "réactiver l'article 87 bis de la loi sur marchés publics qui consacre à la micro-entreprise un taux de 20% des projets retenus à la réalisation". Ces assises nationales sur la micro-entreprise qui ont vu la participation de plus de 1.000 jeunes entrepreneurs venus de différentes régions du pays ont été sanctionnées hier par l'adoption de plusieurs recommandations.

**Consacrer 20 % des transactions publiques aux micro-entreprises**

La Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (FNJE) a mis l'accent sur l'importance d'activer les mesures portant consécration d'un taux de 20 % des transactions publiques au profit des micro-entreprises et de définir les modalités de leur application. A l'issue des travaux des premières assises nationales sur les micro-entreprises, la FNJE a mis l'accent dans ses recommandations sur l'importance d'activer les mesures portant consécration d'un taux de 20 % des transactions publiques au profit des micro-entreprises, de définir les modalités de leur application et de consacrer un modèle du cahier de charges propre aux micro-entreprises adapté à ses capacités afin qu'elles puissent bénéficier des projets. Les participants ont plaidé pour la création d'une banque de données des différents projets relatifs à ses entreprises en fixant le taux de bénéfice des matières premières dans certains secteurs au profit des micro-entreprises outre l'octroi de facilités aux jeunes entrepreneurs pour l'importation des matières premières et l'exportation de leurs produits. Il s'agit également d'encourager la formation spécialisée adaptée à la modernisation en faveur de cette catégorie et à trouver les mécanismes pour commercialiser les produits locaux des micro-entreprises en octroyant aux jeunes entrepreneurs l'opportunité de bénéficier de locaux pour réduire les frais de location et de consacrer le foncier agricole à la création de villages agricoles propres aux micro-entreprises activant dans ce domaine.

### Banques publiques : Préserver la viabilité des entreprises

Source : El Moudjahid

Le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Boualem Djebbar, a affirmé que les banques publiques

étaient disposées à trouver les facilités nécessaires au profit des micro-entreprises en état d'insolvabilité en vue de préserver leur viabilité et efficacité. Dans une intervention lors des travaux des assises nationales sur les micro-entreprises, M. Djebbar a précisé que les 10.000 entreprises en état d'insolvabilité, selon la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs, revendiquaient des facilitations dans le paiement de la dette, soulignant que les banques étaient disposées à trouver des solutions pour préserver la viabilité des entreprises en Algérie. Il a appelé dans ce sens les jeunes promoteurs à une meilleure gestion de leurs entreprises, à l'établissement de bonnes relations avec les banques et au renforcement de la confiance avec ces dernières en déclarant le chiffre d'affaires réel et la situation financière de leurs entreprises. Le responsable a indiqué que le nombre de micro-entreprises financées par les dispositifs de soutien a atteint plus de 1,2 million d'entreprises dont plus de 600.000 ont été financées par les banques dans le cadre du système tripartite — banque, agence et Fonds de garantie des crédits (FGAR) — d'une valeur de plus de 680 milliards de dinars. M. Djebbar, également PDG de la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR), a exhorté les jeunes désireux d'investir de recourir aux fonds d'investissement de wilaya créés spécialement à cet effet et dotés d'un milliard de dinars au niveau de chaque wilaya. Pour sa part, l'expert en économie, Mohamed Bouchakour, a évoqué le rôle des micro-entreprises dans le soutien au développement et l'absorption du chômage, notamment parmi les jeunes diplômés. M. Bouchakour a fait savoir que 82% des micro-entreprises ayant vu le jour en 2016, ont été créées par de jeunes diplômés (universités-centres de formation professionnelle), mettant en exergue la participation effective des entrepreneurs femmes aux différents secteurs économiques. Il a précisé dans ce contexte que le taux d'entreprises gérées par des

femmes et créées dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) avait doublé pour atteindre 14% actuellement contre 7% avant 2014. L'intervenant a fait remarquer qu'il y avait une nouvelle orientation vers des secteurs tels que les technologies de l'information et de la communication (TIC), le tourisme, les activités libérales, le secteur tertiaire à l'exception des transports outre des secteurs ayant enregistré une bonne croissance dont l'agriculture (3,6%), le bâtiment (3,34%), l'industrie et la maintenance (3,13%). M. Bouchakour a valorisé la nouvelle loi sur les PME du fait qu'elle constitue une opportunité pour opérer un pas qualitatif et quantitatif en matière de création d'entreprises. Le nombre de projets financés durant ces six dernières années dans le cadre de l'ANSEJ a augmenté à 62% contre 38% vers la fin 2010. Le taux de postes d'emploi créés a également connu une hausse de 55% contre 45% fin 2010.

L'expert a mis en avant la nouvelle orientation vers les secteurs économiques prioritaires dans le cadre des démarches du gouvernement visant la diversification de l'économie où la petite entreprise et la micro-entreprise auront un rôle central dans le développement de l'investissement productif générateur de postes d'emploi.

### [Des entreprises algériennes à la conquête du marché britannique](#)

**Source : El Moudjahid**

Trente entreprises algériennes opérant dans l'agroalimentaire présentent au Salon international de l'alimentation et des boissons à Londres, une gamme variée des meilleurs produits algériens du terroir, dans la perspective de trouver des débouchés sur le marché britannique. Assistées par la Société algérienne des

foires et exportations (Safex) et l'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur (Algex), des opérateurs algériens exposent leurs produits à cette 29<sup>e</sup> édition du Salon (19-22 mars) avec l'ambition de conquérir d'autres marchés extérieurs, européens en particuliers. Des dattes, de l'huile d'olive, des figues sèches, des pâtes alimentaires, du couscous, ainsi que des boissons, fruits et légumes et confiseries traditionnelles répondant aux normes internationales, sont harmonieusement présentés au pavillon de l'Algérie à cette manifestation internationale. Les représentants de plusieurs sociétés dont certaines ont déjà une expérience dans l'exportation, notamment vers la France et les marchés américains, ont souligné à l'APS l'importance de leur participation à ce type de manifestations, afin de pouvoir établir le contact avec d'autres exposants et opérateurs, et trouver des clients au Royaume-Uni. Ils visent de faire connaître au marché britannique et autres, où la concurrence est rude, le produit algérien, qui pourrait, selon le directeur d'une entreprise exportatrice Saadouni Houcem, se faire une place dans d'autres marchés. Il a relevé que l'Algérie encourage l'exportation des produits agroalimentaires, à travers tout un dispositif de facilitations, ajoutant que le contact avec les opérateurs professionnels aidera à explorer les marchés européens. Certains ont relevé, qu'outre la qualité supérieure des produits algériens exposés, ils comptaient sur leurs prix concurrentiels pour atteindre de nouveaux marchés et décrocher des contrats au Royaume-Uni, notamment pour les produits alimentaires que ce pays importe des pays de l'Europe de l'Est. La manager d'autres autres sociétés, Nadia Melouli, a confié qu'elle visait à exporter Deglet Nour, la reine des dattes, dans les grands magasins des quartiers huppés de Londres. Elle présente au Salon de la confiserie faite maison, avec les dattes produites dans ses palmerais familiales au sud d'Algérie, bio et de qualité, dans un packaging très attirant, même si celles

non emballées attirent plus de monde, a-t-on constaté. La présence algérienne au Salon agroalimentaire de Londres fait partie de la participation de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger au titre de l'année 2017. Les frais de participation, incluant la location des stands et l'acheminement des marchandises, ont été pris en charge à hauteur de 80% par le Fonds Spécial de Promotion des Exportations (FSPE), a précisé le directeur de la coopération d'Algex présent au Salon, Aissa Zeghmati. Le marché britannique des produits agroalimentaires est l'un des plus dynamiques au monde, il occupe la 3e place en Europe et la 5e au monde, et il serait important que l'Algérie y pénètre, a-t-il relevé. L'IFE est considéré comme le plus important du secteur en Grande-Bretagne et réunit tous les producteurs et exportateurs des secteurs des boissons, produits laitiers, confiseries, viandes produits de la mer et boulangerie. Il compte, dans sa 29e édition, 1.350 exposants venus 57 pays. Trois pays arabes y participent, l'Algérie, la Tunisie, et pour la première fois, la Palestine. Ses organisateurs prévoient 30.000 visiteurs de 100 pays.

L'édition 2015 avait regroupé plus de 28.000 professionnels et 1.137 exposants issus de 55 pays.

### Industrie militaire : Un développement permanent

#### **Source : El Moudjahid**

L'ANP a déjà créé une dizaine d'entreprises disposant d'une quarantaine d'usines aux spécialités industrielles multiples, indique le général major Rachid Chouaki.

L'industrie militaire est en plein essor. Il s'agit d'un domaine d'activité prometteur à plus d'un titre. Pour s'en imprégner, le responsable du département

afférent, le général-major Rachid Chouaki, du ministère de la Défense nationale (MDN), a affirmé hier que toute la demande du marché national en camions, autobus et véhicules 4x4 sera assurée à partir de 2019. Intervenant hier sur les ondes de chaîne I de la Radio nationale, le directeur de l'Industrie militaire au MDN a expliqué, d'entrée, que la majorité des modèles de véhicules concernés seront de type Mercedes, la prestigieuse marque allemande réputée notamment pour sa robustesse.

«Il sera procédé, en 2019, à la production de quelque 15.000 camions et pas moins de 25.000 moteurs pour véhicules de type grosse cylindrée de la marque Mercedes et d'autres marques toutes aussi fiables», a précisé l'officier supérieur.

Il ajoutera le fait que tous ces véhicules sortiront du complexe industriel d'Oued H'mimine de Constantine où seront réceptionnés dit-il, à la même échéance, plusieurs autres gros engins qui seront exploités dans les domaines des travaux publics et de l'agriculture. Pour attester de la performance du secteur de l'industrie militaire, l'invité de la Radio nationale évoque les prévisions en termes de chiffre d'affaires (CA) attendues pour 2019, en révélant qu'« à cette échéance, nous escomptons atteindre un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 milliards de dinars sur l'ensemble des entités industrielles de l'Armée nationale».

Ces entreprises, qui sont au nombre d'une dizaine, sont opérationnelles actuellement dans différentes régions du pays, fera-t-il savoir. Elles sont spécialisées dans divers domaines d'activité. «Outre l'industrie mécanique, les entreprises de l'ANP sont également compétitives dans le domaine de l'électricité, la pétrochimie ou encore le textile», précise le général

major. Il poursuit en affirmant que cette dizaine d'entreprises disposent d'une quarantaine d'usines et de sociétés holding. « L'ANP est plus que jamais déterminée à disposer d'une base industrielle et technologique au service des forces armées», appuie encore M. Chouaki. Et d'enchaîner : « En application des instructions du vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général major Ahmed Gaïd Salah, la base industrielle de l'Armée est au centre d'un développement permanent en vue d'assurer son intégration à la fois efficiente et compétitive parmi le tissu industriel du pays.»

#### **La fabrication des hélicoptères sera engagée dans deux ans**

Evoquant par ailleurs le partenariat avec les étrangers, le directeur de l'Industrie militaire au MDN a indiqué qu'il s'agit là d'un volet ayant fait l'objet d'un intérêt particulier dans le cadre de la mise en œuvre du plan quinquennal de développement (2010-2014) initié par le président de la République M. Abdelaziz Bouteflika. Lequel intérêt qui s'est manifesté, indique en outre le général major Chouaki, par la signature d'une série de contrats de partenariat avec des sociétés de renommée mondiale pour la production de véhicules 4x4 de marque Mercedes, notamment à Rouiba (Alger) et à Tiaret, des véhicules spécialisés à Ain Smara (Constantine), des moteurs à Oued H'mimine relevant de la même wilaya, en plus de la production d'équipements électroniques à Sidi Bel Abbés, sans oublier les autobus fabriqués à Khenchela.

Selon l'invité de la Radio, l'ensemble des contrats signés par l'ANP avec les investisseurs étrangers ont inclus la clause qui prévoit d'assurer un taux d'intégration de l'ordre de 30% à consacrer dès 2019 sur l'ensemble des produits.

Toujours dans le domaine de la coopération avec les étrangers, le même responsable évoquera en outre le projet de fabrication d'hélicoptères en partenariat avec une entreprise italienne réputée dans ce domaine. Il fera savoir à ce propos que le site du projet est basé à Ain Arnat, dans la wilaya de Sétif.

Cette réalisation est actuellement en étude, et la phase de production sera engagée, dit-il, dans un délai de deux ans. « Les premiers hélicoptères qui sortiront de cette usine seront destinés à l'usage militaire, c'est-à-dire attribués à la DGSN, aux Douanes ainsi qu'à la Protection civile», a-t-il précisé.

Le général major Rachid Chouaki ne manquera pas en outre de mettre en exergue la contribution de l'industrie militaire dans la création d'emploi. «Nous œuvrons à assurer quelque 30.000 nouveaux postes d'emploi pour nos différentes structures au profit d'un personnel qualifié, a-t-il dit.

Rappelons par ailleurs que lors de la visite de travail qu'il a effectuée fin juin dernier dans la wilaya de Tiaret, le Premier ministre s'était montré très satisfait du rythme de production assuré par l'unité industrielle de la Société algérienne de fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz (SAFAV-MB) relevant de l'ANP et que M. Sellal avait incluse dans son programme d'inspection. Sur place, le Premier ministre avait préconisé la nécessité de développer au mieux le taux d'intégration de cette usine et de garantir le transfert de technologie dans un délai rapide. Mettant l'accent sur la création de réseaux de sous-traitance dont il a recommandé la promotion, le Premier ministre avait insisté également sur l'impératif de réaliser de nouveaux modèles de véhicules tout en préservant «la qualité de la marque Mercedes». M. Sellal n'avait pas

quitté, rappelle-t-on, cette entité industrielle de l'ANP sans apposer sa signature sur le livre d'Or de l'entreprise en guise de satisfaction.

### [M. Louh reçoit l'ambassadeur d'Italie : Renforcer la coopération en matière de formation](#)

**Source : El Moudjahid**

Le renforcement de la coopération en matière de formation et d'échange d'expériences dans le domaine de la justice a fait l'objet de discussions, hier à Alger, entre le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, et l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, a indiqué un communiqué du ministère.

A l'issue de l'audience qu'a accordée le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, à Pasquale Ferrara, les deux parties «se sont félicitées de la qualité des relations bilatérales entre les deux pays, notamment en matière d'entraide judiciaire, et ont convenu de renforcer la coopération en matière de formation et d'échange d'expériences», a précisé la même source.

### [La Banque Mondiale à propos de l'Algérie : immense potentiel de croissance](#)

**Source : El Moudjahid**

L'Algérie présente un immense potentiel de croissance et de développement, a indiqué la Banque mondiale dans un communiqué, en relevant la réussite significative en matière de réduction du taux de pauvreté durant les 15 dernières années.

L'Algérie est parvenue, au cours des quinze dernières années, à faire baisser le taux de pauvreté de 20 à 7%,

ce qui constitue une réussite significative, souligne le vice-président de la BM pour la région Mena, M. Hafez Ghanem, qui est actuellement en visite en Algérie. "Il lui faut à présent capitaliser sur ces avancées pour instaurer une société plus productive et innovante. Alors que nous avons accompagné les programmes de réforme de pays aussi divers que la Pologne, le Kazakhstan et le Viet-Nam, nous aspirons à mobiliser cette expertise mondiale pour soutenir les objectifs poursuivis par l'Algérie en vue de poser les bases d'une croissance future durable", a ajouté M. Ghanem, cité dans le communiqué du Groupe de la Banque Mondiale. Et d'ajouter: "L'Algérie a un immense potentiel et elle s'emploie actuellement à se doter d'une vision stratégique pour l'exploiter pleinement". Au cours de sa visite de trois jours en Algérie, M. Ghanem rencontrera plusieurs membres du gouvernement ainsi que le gouverneur de la Banque d'Algérie, a précisé le communiqué de la BM. Il s'entretiendra des progrès accomplis jusqu'ici au regard des priorités du pays et du soutien supplémentaire que la Banque, forte de son expertise mondiale, pourrait fournir à l'Algérie pour l'aider à atteindre ses objectifs. Les discussions porteront sur les domaines dans lesquels la Banque a apporté un appui technique à l'Algérie, à savoir notamment l'amélioration des systèmes de protection sociale et l'objectif de long terme visant à réduire la dépendance du pays aux hydrocarbures et à diversifier son économie pour stimuler la croissance et la création d'emplois, a indiqué la même source. Au cours de sa visite, M. Ghanem rencontrera également le wali d'Alger, avec lequel il abordera les enjeux liés à l'essor rapide des villes algériennes et les mesures prises pour y faire face. Il se rendra, à cette occasion, dans la ville nouvelle intelligente de Sidi Abdallah et dialoguera également avec de jeunes entrepreneurs afin de mieux appréhender les perspectives de développement du secteur privé. Le portefeuille du Groupe de la Banque

mondiale en Algérie comprend 10 projets d'Assistance technique remboursable (ATR) portant sur des secteurs divers : l'amélioration du climat des affaires, développement de l'agriculture, renforcement des capacités statistiques pour accroître l'efficacité des systèmes de sécurité sociale. L'ATR est un instrument par lequel des pays non emprunteurs comme l'Algérie et les pays du Golfe engagent une coopération avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et la Société financière internationale (SFI), deux institutions spécialisées du groupe de la Banque mondiale. SFI a investi dans trois fonds de participation privés régionaux qui financent des PME en Algérie, selon les précisions de la BM.

### **Près de 60 milliards USD de financement pour l'Afrique**

Cinquante-sept milliards de dollars d'investissements sur les trois prochaines années vont être mobilisés pour l'Afrique subsaharienne, a annoncé dimanche la Banque mondiale. L'essentiel de ce financement (45 milliards de dollars) va provenir de l'Association Internationale de Développement (AID), l'agence de la Banque mondiale qui accorde des dons et des crédits à taux zéro aux pays les plus pauvres. Quelque 8 milliards proviendront de financements privés par le biais de la Société financière internationale (IFC), une autre antenne de la Banque mondiale, et 4 milliards de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la filiale de la Banque dédiée aux pays à revenu intermédiaire, a précisé le président de la BM Jim Yong Kim, cité dans un communiqué.

### **Conférence internationale NAPEC 2017 : Une quarantaine de pays à Oran**

**Source : El Moudjahid**

Des professionnels et experts dans les différents domaines de l'énergie de 38 pays prendront part mardi à Oran à la 7e conférence-salon internationale sur l'industrie pétrolière et gazière dans la région de l'Afrique du Nord (NAPEC 2017), ont annoncé hier les organisateurs. Cette manifestation, qui se tiendra du 21 au 24 mars au Centre des conventions d'Oran (CCO), verra la présence de participants des quatre continents, à savoir l'Afrique, l'Europe, l'Asie et l'Amérique. Ce rendez-vous énergétique, le premier événement africain qui intègre toutes les branches de l'industrie de l'énergie, a pour objectif de créer un climat propice pour le contact entre opérateurs et éventuels partenaires et des opportunités d'affaires. Il vise également à mettre en relief les échanges d'expériences et de savoir-faire dans les domaines de l'énergie et de la prospection, a-t-on souligné. Durant les quatre jours de l'événement, des conférences et des débats seront animés par un panel d'experts et de dirigeants de groupes pétroliers et gaziers, qui aborderont de nouvelles solutions technologiques opérationnelles dans différents créneaux de l'industrie et des marchés des hydrocarbures. Avec 500 exposants et une prévision de 20.000 visiteurs, le salon international, qui se tiendra au même lieu et en marge de la conférence, sera également une opportunité pour présenter les nouveautés de l'industrie pétrolière et gazière dans la région nord-africaine. Comprenant des représentants des compagnies et de grandes firmes pétrolières et parapétrolières, des fabricants d'équipements, de cadres de l'ingénierie, de la prestation de service, de la maintenance, de la distribution, ce salon mettra en exergue des innovations proposant des solutions technologiques dans tous les segments du secteur, selon les organisateurs qui ajoutent que cette manifestation se veut être une opportunité offrant des réponses adaptées à tous les besoins liés à la

production, la transformation et à la distribution des hydrocarbures.

### **Commerce extérieur : Forte réduction du déficit commercial**

**Source : El Moudjahid**

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 1,69 milliard de dollars (usd) sur les deux premiers mois de 2017, contre un déficit de 3,72 milliards usd sur la même période de 2016, soit une baisse de l'ordre de 2,03 milliards usd correspondant à un recul de 55% du déficit entre les deux périodes de comparaison, a appris lundi l'APS auprès des Douanes. Les exportations ont augmenté à 6,05 milliards usd entre janvier et fin février de l'année en cours contre 3,99 milliards usd sur la même période de 2016, soit une hausse de 51,67% correspondant à une augmentation de 2,06 milliards usd, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Pour les importations, elles se sont stabilisées en s'établissant à 7,75 milliards usd en janvier-février 2017 contre 7,71 milliards usd en janvier-février de l'année écoulée, soit une légère hausse de 0,51%. Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 78% contre 52%. Grâce au redressement des cours pétroliers qui ont souvent dépassé les 54 dollars en janvier-février, les exportations des hydrocarbures, ayant représenté 92,4% du total des exportations, ont atteint 5,6 milliards usd contre 3,76 milliards usd à la même période de 2016, en hausse de 1,84 milliard usd (+48,87%). Quant aux exportations hors hydrocarbures (7,6% du montant global des exportations), elles ont augmenté à 460 millions usd contre 234 millions usd (+96,6%). Les exportations hors hydrocarbures sont composées des demi-produits avec 395 millions usd (contre 174 millions usd), des biens alimentaires avec 42 millions

usd (contre 43 millions usd), des produits bruts avec 13 millions usd (contre 8 millions usd), des biens d'équipements industriels avec 8 millions usd (contre 6 millions usd) et des biens de consommation non alimentaires avec 2 millions usd (contre 3 millions usd). Pour ce qui est des importations, sur les sept groupes des produits importés, trois ont enregistré une baisse : les groupes énergie et lubrifiants, biens de consommation non alimentaires et demi-produits. Les importations des produits alimentaires ont augmenté à 1,51 milliard usd (contre 1,24 milliard usd), les biens d'équipement industriels à 3 milliards usd (contre 2,67 milliards usd), les biens d'équipement agricoles à 106 millions usd (contre 79 millions usd) et les produits bruts à 299 millions usd (contre 280 millions usd). Par contre, les importations ont chuté dans les groupes Energie et lubrifiants à 151 millions usd (contre 225 millions usd), dans les demi-produits à 1,61 milliard usd (contre 1,92 milliard usd) et dans les biens de consommation non alimentaires à 1,06 milliard usd (contre 1,29 milliard usd). Sur les 7,75 milliards usd d'importations enregistrées, des montants de 4,63 milliards usd ont été payés par cash (59,7% des importations), soit une hausse de près de 3% des règlements par cash par rapport à la même période de 2016. Les lignes de crédit ont financé les importations à hauteur de 37% pour un montant de 2,86 milliards usd (baisse de 0,2%), tandis que les comptes en devises propres n'ont financé aucune importation. Le reste des importations a été financé par le recours à d'autres moyens de paiements à hauteur de 261 millions usd (en baisse de 25,4%).

### **L'Italie et la Chine préservent leur statut de premiers partenaires**

Les cinq premiers clients de l'Algérie, au cours de janvier-février 2017, ont été l'Italie avec 1,07 milliard

usd d'exportations algériennes (17,73% des exportations globales algériennes), suivie de l'Espagne avec 917 millions usd (15,14%), de la France avec 765 millions usd (12,63%), des Etats-Unis avec 462 millions usd (7,63%), et de la Turquie avec 433 millions usd (7,15%). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est restée en tête avec 1,56 milliard usd d'importations algériennes (20,21% des importations globales algériennes), suivie de la France avec 633 millions usd (8,17%), de l'Italie avec 533 millions usd (6,9%), de l'Allemagne avec 519 millions usd (6,7%) et de l'Espagne avec 454 millions usd (5,8%).

### **Structures de gestion du Domaine national : Modernisation en marche**

#### **Source : El Moudjahid**

Un Centre national de traitement de la documentation foncière d'ici fin 2018.

Le programme de modernisation des structures du Domaine national se poursuit. Cette démarche se propose de développer une « conduite de changement », a déclaré, hier à Alger, le ministre des Finances, Hadj Baba Ammi, dans son allocution prononcée à l'ouverture d'une réunion consacrée au foncier. Pour l'atteinte de cet objectif, cette démarche « se matérialisera, dans un souci de cohérence, par un certain nombre d'actions reprenant des solutions intégrées essentiellement d'ordre normatif, conceptuel et organisationnel ». Deux étapes marqueront la mise en œuvre de cette démarche. La première, celle de 2017, a trait à la mise en place d'un système d'information par l'introduction des nouvelles technologies de l'information et l'informatisation des systèmes, l'harmonisation et la simplification des procédures et méthodes de travail ainsi que l'introduction d'un

management basé sur la réalisation d'objectifs. Il est également question d'améliorer la gestion des ressources humaines, réorganiser les services et renforcer les structures en matière d'infrastructures et autres moyens de fonctionnement. La seconde phase, elle, qui s'étalera jusqu'à fin 2018, explique le ministre, sera consacrée à la « conception du système d'information centralisé, après la finalisation des travaux au niveau local et régional, à travers la mise en place d'un Centre national de traitement de la documentation foncière (Data center) ». Des dysfonctionnements sont enregistrés. Baba Ammi cite, entre autres, la « façon manuelle » dont est gérée l'activité de la conservation foncière. Corollaire : des répercussions négatives tant sur le plan qualitatif que quantitatif des données figurant dans le fichier immobilier. A ce titre, le ministre précise que le programme de la modernisation des structures de la Direction générale du Domaine national consiste à informatiser le fichier immobilier et numériser les archives et documents détenus par la conservation foncière. Objectifs : assurer une « gestion automatisée et sécurisée de toutes les formalités foncières », une « sécurité juridique renforcée des transactions immobilières », une « réduction des délais de traitement soumis à publication » et une « délivrance rapide aux usagers de la conservation foncière ».

#### **Introduction de nouvelles règles de la gouvernance**

De son côté, Mouatassem Boudiaf, ministre délégué en charge de l'économie numérique et de la modernisation des systèmes financiers relève l'importance de la démarche de numérisation des services de conservation foncière, et explique qu'elle va concerner les informations foncières et celles du patrimoine documentaire foncier, « non encore dimensionnées ».

Ce n'est pas tout, un travail parallèle, précise le ministre, est déjà en train d'être entrepris pour ce qui concerne les données du cadastre, dont il signale qu'il est entièrement achevé dans les zones sahariennes et steppiques, réalisés à 70 et 80% en zones rurales et à environ 50% en zones urbaines. Pour sa part, M. Djamel Khezadji, directeur général du Domaine national a rappelé les conditions difficiles qui ont conduit à la mise en place de ce système de modernisation, axé sur l'introduction de nouvelles règles de la gouvernance, la formation des ressources humaines. Et relève l'importance du passage du manuel au moderne, et les répercussions positives qui en découlent dont la précision, la rapidité.

### Engrais phosphatés : L'Algérie veut devenir un acteur majeur du marché mondial

#### **Source : Le Soir d'Algérie**

L'Algérie ambitionne de devenir un acteur majeur de la production et l'exploitation de phosphate. Un pari qui est tout à fait dans ses cordes au regard du potentiel existant mais aussi grâce à d'autres facteurs.

En effet, le pays dispose de deux atouts majeurs : des réserves de phosphate importantes (estimées à 2 milliards de tonnes), et une proximité avec les principaux marchés qui ouvrent au pays des perspectives intéressantes.

Avec ces facteurs que nul autre producteur ne possède dans la région, et même au-delà, l'Algérie peut effectuer une remontée totale et rapide de toute la chaîne des valeurs.

Avec 10 millions de tonnes/an d'ici 2019, l'Algérie commencera à se frayer un chemin pour se positionner

très vite, a souligné récemment le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb. En cette conjoncture économique marquée par la chute des cours du pétrole avec l'amenuisement des recettes en devise. La société Somiphos, qui détient le monopole de l'exploitation de phosphate sur le marché national, effectue, annuellement, des prospections sur d'autres sites et met en place des programmes de recherche afin de certifier et accréditer les réserves de phosphates existantes. La conjoncture actuelle ne peut être que favorable pour développer cette activité et encourager les exportations hors hydrocarbures.

Le ministère de l'Industrie et des Mines se fixe comme objectif d'atteindre 6 millions de tonnes/an à l'horizon 2018 et 10 millions de tonnes à l'horizon 2020 contre 1,2 million de tonnes de brut actuellement, annonçant la réalisation de quatre unités de transformation dont deux (Souk Ahras) et à El-Aouinat (wilaya de Guelma).

Ces investissements permettront à l'Algérie de maîtriser la filière de l'industrie des engrais, «ce qui fera d'elle une pionnière dans l'exportation de ces produits dans le monde», avait récemment promis Abdesselam Bouchouareb. Ce dernier avait présidé une cérémonie de signature de trois partenariats entre les groupes publics Manal et Asmidal, avec l'indonésien Indorama Corporation, un opérateur leader mondial dans le domaine de la pétrochimie et des fertilisants.

Les contrats portent sur le développement et l'exploitation de la nouvelle mine de phosphate de Bled-El-Hadba à Tébessa, la transformation des phosphates pour la production de l'acide phosphorique et le diammonium phosphate à Souk Ahras et la transformation du gaz naturel pour la production d'ammoniac, de nitrate d'ammonium technique, et du calcium ammonium nitrate à Hdjar Essoud à Skikda.

Avec ces trois plateformes en lancement dès 2016 (avec Indorama) et d'autres qui suivront à très brève échéance, ce sont 5 milliards de dollars d'investissements qui sont prévus avec à la clé la création de près de 16 000 emplois dont 12 000 en phase de construction et 4 000 en exploitation.

Des projets qui permettront à l'Algérie de se «positionner sur toute la chaîne des valeurs des phosphates et du gaz», ajoutant que la production, qui passera d'un million de tonnes par an actuellement à 10 millions de tonnes en 2019, servira à couvrir les besoins de l'agriculture en fertilisants et permettra l'exportation de l'excédent dégagé. L'objectif stratégique de ce partenariat vise la transformation de 5 millions de tonnes de phosphates marchands en engrais phosphatés et la production d'un million de tonnes d'ammoniac et 800 000 de calcium ammonium nitrate. L'ambition du gouvernement est de faire de notre pays un acteur majeur du marché mondial des engrais phosphatés et des autres dérivés.

### Complexe Sider El Hadjar d'Annaba: sortie de la 1e coulée du haut fourneau n°2

#### **Source : APS**

La sortie de la première coulée du haut fourneau n°2 du complexe sidérurgique Sider El Hadjar a eu lieu dimanche, et ce après remise en service de cette installation stratégique et névralgique durant la première semaine du mois de mars en cours, a-t-on appris de la cellule de communication de ce complexe.

Effectuée au niveau du plancher du fourneau n°2, l'opération a suscité un grand engouement et une ambiance festive des employés (fondeurs, opérateurs

PC, encadrement et prestataires), relevant ainsi un "défi stratégique" à travers le redémarrage réussi du haut fourneau n°2 sur lequel repose le processus de production du métal du complexe Sider El Hadjar, selon cette source.

L'opération de l'ouverture du trou de coulée, avec l'actionnement de la perforatrice s'est déroulée vers 10H00, ajoute cette même source, soulignant que l'exploitation sécurisée du haut fourneau n°2 ainsi que toutes les autres unités du complexe sera effective après la normalisation de la charge et la production de la fonte pour alimenter les deux aciéries à oxygène qui attendent la mise en rotation de leurs convertisseurs et machines à couler.

Le haut fourneau n°2 a fait l'objet d'opérations de maintenance, de réhabilitation et de modernisation inscrits dans le cadre du programme d'investissement dont a bénéficié le complexe pour un montant de 750 millions de dollars pour augmenter ses capacités productives à plus de deux (2) millions de tonnes d'acier liquide à l'horizon 2018-2019.

## COMMERCE

### Premier modèle local de la marque KIA : Sur les routes en août

**Source : El Moudjahid**

Le premier modèle de la marque sud-coréenne KIA sortira de la future usine de son représentant «GLOVIZ» en août 2017. Le montant global de l'investissement avoisine les 14 milliards de dinars, avec une capacité de production de 40 000 unités dès 2018, pour atteindre 100 000 unités après cinq années de mise en service. Selon le directeur des investissements et développement au sein de « Global Group», Ghaleb

Boualem, l'usine s'étalera sur une superficie globale de plus de 30 hectares comprenant un espace couvert de 50.000 m<sup>2</sup>, et assemblera quatre modèles de véhicules, dont trois modèles de véhicules de tourisme : PICANTO, RIO, CERATO et un modèle utilitaire léger : K2700 « Made in bladi». Le projet dévoile également la présence d'une piste d'essai de 14.000m<sup>2</sup> ainsi que d'un espace de 20.000 m<sup>2</sup> devant accueillir les parties «Peinture» et «Soudure» dans les années à venir.

L'usine a été dimensionnée de telle sorte à produire les véhicules en SKD dans un premier temps puis en CKD, à terme. A titre de précision, la filiale « GLOVIZ » s'occupera de la partie industrie et « KIA EL DJAZAIR » est dédiée pour la partie Distribution. Ce projet va contribuer de façon considérable au développement de l'emploi dans la région de Batna, en permettant de créer un nombre d'emplois dépassant les 1.500. Il contribuera en outre, à répondre aux ambitions des pouvoirs publics de doter l'Algérie d'un pôle régional important de l'industrie automobile.

Pour concrétiser cet important projet doté de trois lignes de montage qui sera implanté sur le territoire de la commune de Djerma, wilaya de Batna, la société « GLOVIZ », distributeur officiel de la marque automobile KIA en Algérie et filiale du groupe « Global Group », a procédé au lancement des travaux de construction de la première usine de production de véhicules de tourisme et utilitaires légers de la marque KIA sur le continent africain. GLOBAL Group prévoit en outre l'ouverture d'un centre de formation afin de soutenir cette activité. La cérémonie de pose de la première pierre de l'usine « GLOVIZ» s'est déroulée en présence du wali de Batna, d'une délégation du ministère de l'Industrie et des Mines, de l'ambassadeur de la Corée du Sud, ainsi que du Soon Nam Lee, président de KIA Motors Corporation pour la zone MEA. En effet, pour « Kia Motors

Corporation», cette usine est la première du genre en Afrique. Une localisation géographique stratégique qui permettra à la marque sud-coréenne d'accroître sa présence sur le continent africain à travers ce partenariat avec la société algérienne « GLOVIZ».

Lors de son intervention, à l'occasion, le président de KIA Motors pour la zone Moyen-Orient et Afrique a souligné la volonté de la maison-mère de KIA de mettre en avant tous les moyens nécessaires pour la réussite dudit projet mais aussi de faire de GLOVIZ « le meilleur » distributeur et fabricant en Afrique.

Il a aussi insisté sur l'apport de la valeur ajoutée pour l'Algérie en fabricant localement leurs véhicules, en créant de l'emploi et soutenant les orientations gouvernementales algériennes et en offrant un prix de qualité à nos clients algériens. Selon le représentant de KIA Motors, « la stratégie du gouvernement a créé un environnement favorable qui a permis d'attirer KIA pour installer une grande usine en Algérie». De son côté, Boualem Ghaleb a souligné également la priorité accordée au sein du groupe pour le développement de la sous-traitance locale à travers notamment des filiales de « GLOBAL GROUP» qui augmentera graduellement le taux d'intégration dans l'assemblage des futurs modèles KIA « Made in baldi».

Pour rappel, Global Group rassemble déjà une autre marque sud-coréenne, à savoir Hyundai pour la partie camion. L'usine de montage de véhicules utilitaires Hyundai de Batna s'inscrit dans le cadre d'un partenariat algéro-sud-coréen. Le premier camion de l'usine Global Motors Industries de montage des camions et autocars de la marque Hyundai est sorti en juin 2016 en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb.

L'usine a assuré, à fin 2016, le montage de 15.000 véhicules et prévoit de porter sa capacité annuelle à 22.000 unités en 2020. Une usine qui a mobilisé un investissement de 7 milliards DA avec une capacité de production annuelle de 3.000 camions, 200 bus, 50 autocars, 250 tracteurs et 250 engins. L'usine qui emploie actuellement 450 travailleurs projette d'atteindre en cinq ans un taux d'intégration de 40 % grâce à la sous-traitance locale et de porter ses effectifs à 2.000 travailleurs.

### Sonatrach : Abdelmoumen Ould Kaddour nouveau P-dg

**Source : El Moudjahid**

Le ministre de l'Energie, M. Noureddine Boutarfa, a réuni lundi le Conseil d'Administration de Sonatrach et a procédé à l'installation de M. Abdelmoumen Ould Kaddour en qualité de P-dg de Sonatrach en remplacement de M. Amine Mazouzi, a indiqué le ministère de l'Energie dans un communiqué. A cette occasion, le ministre de l'Energie a appelé le nouveau P-dg de Sonatrach "à agir en toute responsabilité et en toute confiance en vue de mettre en œuvre les changements qualitatifs permettant à Sonatrach d'évoluer et de prospérer dans un climat d'entreprise serein, propice à la prise d'initiative et de décision", indique la même source. Il a également invité le P-dg et les hauts responsables de Sonatrach "à faire preuve d'un engagement sans faille pour préserver les intérêts de Sonatrach et à faire évoluer les pratiques managériales et productives pour rendre la compagnie capable de s'adapter aux changements de son environnement". Le ministre de l'Energie "a également témoigné de son soutien, le soutien des plus hautes autorités du pays et à leur tête son excellence le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, qui

souhaite que Sonatrach renoue avec la sérénité, la cohésion et l'exemplarité", poursuit le communiqué. M. Abdelmoumen Ould Kaddour est un polytechnicien diplômé du Massachusetts Institute of technology (Etats-Unis).

### Caarama Assurance: le paiement électronique disponible

**Source : L'Econews**

Caarama Assurance va lancer en partenariat avec le Crédit Populaire d'Algérie, la souscription en ligne des produits d'assurance de personnes désirant payer par cartes CIB émises par le CPA.

Suite à l'obtention de l'agrément de la Banque d'Algérie en qualité de web marchand, Caarama Assurance permettra à l'ensemble des détenteurs de cartes interbancaires (CIB) de prendre ses produits d'assurance depuis chez eux, indique un communiqué de la compagnie d'assurance.

Ce service qui est, explique-t-on, ouvert essentiellement aux assurances de voyages, permettra d'établir des devis en ligne, de souscrire des contrats et les payer par carte, de disposer d'un espace client et de pouvoir également modifier son contrat d'assurance suivant sa convenance personnelle.

Ce service ouvert par Caarama Assurance, s'inscrit en droite ligne de ses valeurs d'entreprise parmi lesquelles figure la proximité client ainsi que l'innovation, souligne-t-on. L'offre de CAARAMA Assurance, permet de disposer d'un espace commercial complet permettant d'exécuter diverses opérations liées à la gestion des contrats d'assurance.

Caarama Assurance est également présente à travers ses représentations réparties sur tout le territoire national, notamment à Alger, Oran, Annaba, Constantine, Tlemcen, Chlef et Hassi Messaoud. En plus de ses propres structures, Caarama Assurance est également présente dans près de 200 points de vente, via le réseau de ses partenaires stratégiques qui sont la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance (CAAR), ainsi que le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et Bank ABC.

Il est à noter que La compagnie Caarama Assurance prévoit «un important plan d'innovation» en matière de produits, de réseaux..., durant l'année prochaine. Le Pdg de Caarama Assurance, Ammar Meslouh, a prévu l'ouverture du capital de sa compagnie dans les proches délais. Caarama Assurance a réalisé un chiffre d'affaire de 2 milliards de dinars de chiffre d'affaire, soit une hausse de plus de 10% par rapport à l'année écoulée (1,8 milliards de dinars). Cette évolution a permis à Caarama Assurance de consolider sa position sur le marché avec une part de marché de 23%, en nette amélioration par rapport à l'année 2015.

### La chaîne américaine Hyatt ouvrira en 2018 son premier hôtel en Algérie

**Source : Algérie Eco**

Avec la baisse des cours du baril de pétrole, le gouvernement veut lever les obstacles à l'investissement productif pour sortir de la dépendance des hydrocarbures en ouvrant les portes aux investissements directs étrangers (IDE). L'économie nationale s'inscrit ainsi dans une nouvelle dynamique de croissance hors hydrocarbures en ouvrant les portes de l'investissement et de partenariats aux opérateurs

économiques nationaux et firmes internationales qui désirent investir en Algérie.

Le secteur de l'automobile semble avoir donné un signal fort aux investisseurs étrangers. Les IDE semblent reprendre la destination Algérie. Ainsi la chaîne d'hôtels américaine Hyatt annonce son intention d'ouvrir son premier établissement en Algérie. Dans un communiqué publié récemment sur son réseau, Hyatt précise qu'il a signé un accord de management avec la Société d'investissement hôtelière EPE SPA pour implanter un hôtel à l'aéroport Houari Boumediène d'Alger près du nouveau terminal et directement accessible à partir de ce terminal. Sous l'enseigne Hyatt Regency Hotel, il ouvrira fin 2018 et proposera 326 chambres et une piscine sur le toit.

Le projet est porté par Peter Norman, senior vice-président acquisitions et développement Europe, Afrique et Moyen-Orient pour Hyatt. Actuellement, seuls cinq hôtels de la chaîne - dont le Hyatt Place Taghazout Bay à Agadir au Maroc - existent sur le continent africain. Il y a lieu de noter que Hyatt Hotels Corporation est une chaîne internationale d'hôtels fondée en 1957 par Jay Pfitzner, qui opère dans de nombreux pays à travers le monde. Son siège est situé dans un gratte-ciel moderne à Chicago, Illinois, États-Unis.

En mars 2010, le réseau se composait d'hôtels dans 45 pays, mais 38 établissements supplémentaires actuellement sont en construction. Ils travaillent sous les marques Hyatt ;Hyatt Regency ;Hyatt Ziva ;Hyatt Zilara et Hyatt Residence Club.

**Royal Jordanian : Une cinquième fréquence à partir de cet été**

#### **Source : Liberté**

Avec pour agent général «Soleil Voyages», la compagnie aérienne a transporté 60 000 algériens en 2016 et prévoit de faire voyager 10 000 pèlerins pour l'OMRA à partir de mai prochain

La compagnie aérienne Royal Jordanian Airlines a annoncé, aujourd'hui, le rajout d'une cinquième fréquence hebdomadaire qui sera opérationnelle à partir de cet été, tous les mercredis, à bord du l'impressionnant Dreamliner B 787 pour assurer la ligne Amman-Alger. C'est dire tout l'intérêt que porte les jordaniens pour le marché algérien avec une présence de plus en plus accrue depuis le début de ses activités sur l'Algérie en février 2013. C'est du moins ce qui a été exprimé, à l'occasion, par Mohamed Zaatra, représentant de la Royal Jordanian en Algérie en présence de son excellence, Ahmed Ali Djeradet, ambassadeur de la Jordanie en Algérie et Mohannad Khraisheh, Head of Revenue Management & pricing lors de la cérémonie de remise des récompenses pour les dix meilleures agences algériennes en termes de volume de vente. Nadjah Travel se placera en tête du peloton suivie, entre autres, par Bicha Voyages et Gouraya Tours ainsi que Dounia Safar qui s'illustrent aussi bien sur cette destination que sur d'autres. C'est d'ailleurs sur le produit Omra que la Royal Jordanian réalise le plus gros de son Chiffre d'Affaires même si la compagnie propose des tarifs très attractifs sur des destinations lointaines dont notamment les sur l'Asie. Avec pour agent général (GSA) «Soleil Voyages», la compagnie aérienne a transporté 60 000 algériens en 2016 et prévoit de faire voyager 10 000 pèlerins rien que pour l'OMRA à partir de mai prochain et compte encourager, davantage, le volet touristique.

#### **REGIONS**

#### **Bordj Bou Arreridj : Plus de 70.000 emplois attendus**

#### **Source : El Moudjahid**

Le directeur de l'ANEM au niveau de la wilaya de Bordj Bou Arreridj M. Sakri Salah qui a précisé que le taux de chômage dans la wilaya a atteint 7,03 % en 2016, a annoncé la création de plus de 70 mille emplois dans les cinq années à venir. La wilaya aura du mal à satisfaire ce besoin selon le responsable qui a précisé que cette situation nécessitera un apport des autres wilayas d'autant que beaucoup de postes sont destinés à une main d'œuvre qualifiée. Le responsable qui a appelé les jeunes de la wilaya à se rendre en force dans les centres de formation professionnels pour améliorer leur niveau a précisé que la wilaya fait face à un dilemme à savoir un chômage même réduit d'un côté et un manque de d'œuvre de l'autre. Revenant sur les statistiques du secteur pour l'année précédente, le directeur de l'ANEM indiqué que le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au niveau de l'agence de Bordj Bou Arreridj a été de l'ordre de 16.659. Il a précisé que 4.691 demandeurs sont universitaires, 2.724 sont des diplômés de la formation professionnelle. Il a regretté que 9.244 d'entre-eux ne possèdent aucune qualification selon le même responsable. Cette partie des demandeurs a été divisée selon lui en deux catégories pour être prise. La première comprend a-t-il ajouté ceux qui sont âgés entre 16 et 20 ans. Pour leur permettre d'acquérir un métier une convention vient d'être signée avec la direction de la formation professionnelle au niveau de la wilaya pour leur assurer une formation qualifiante pour ces jeunes dans les spécialités demandées par le marché de l'emploi pour une durée de 6 mois a annoncé également le directeur de l'ANEM. Cette convention permet a-t-il rappelé aux jeunes de toucher une prime de 3.000 DA par mois.

Ceux qui sont âgés entre 20 et 35 ans feront l'objet a indiqué le responsable d'une campagne de sensibilisation sur la nécessité d'avoir une qualification pour avoir droit à un emploi. Face à cette demande, la wilaya a enregistré une offre d'emploi de l'ordre de 18.921 postes de travail en 2016, a affirmé le même responsable qui a expliqué que ces offres consistent en 17.568 recrutements classiques, 744 postes dans le cadre de la DAIP et 609 autres pour les CTA ou l'agence participe avec l'employeur dans le paiement du salaire avec une baisse des redevances de sécurité sociale de 35 à 12,5 %. Le directeur de l'ANEM a enregistré avec satisfaction que c'est le secteur de l'industrie qui a employé le plus de chômeurs avec 6.344 postes soit une hausse de 897 places par rapport à l'année précédente. Ce qui permet d'assurer une pérennité de l'emploi a-t-il affirmé. Ce secteur est suivi par le bâtiment et les travaux publics avec 5591 postes. Mais ce dernier enregistre une baisse des offres de l'ordre de 500 emplois du fait de l'arrêt de plusieurs chantiers. Ce secteur a été rappelons-le, le premier employeur de la wilaya en 2015. L'agriculture qui est dans la même situation avec 4.000 emplois. Il faut noter pour ce dernier il y a une prédominance des exploitations familiales.

### **Un taux de chômage de 7,03% en 2016**

Le secteur des services qui a enregistré 3.734 postes a été pour sa part stable. Les personnes employées ont été diplômées pour la plupart avec presque autant d'universitaires que de sortants de la formation professionnelle avec 2.151 pour les premiers et 2.161 pour les seconds. Ce qui permet d'envoyer un signal fort pour les jeunes qui n'ont pas encore rejoint les deux secteurs. Les deux secteurs ont même connu une augmentation de la demande respectivement de 85 et 286 postes. Le directeur de l'ANEM a expliqué que le

bassin de l'emploi dans la wilaya renferme 6774 entreprises inscrites au niveau de l'ANEM réparties à travers 4 grands secteurs à savoir l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, l'agriculture et les services. 81 de ces entreprises sont publiques. 6670 sont des sociétés nationales privées. 23 appartiennent au privé étranger. Il a annoncé que le nouveau système d'intermédiation qui entre dans le cadre de la modernisation du secteur a contribué à diminuer le temps de traitement des offres puisqu'il permet à leurs propriétaires de s'inscrire à travers les réseaux internet. Il a offert la possibilité également de déterminer exactement les qualifications des demandeurs en plus de la transparence dans l'orientation de ces derniers. Le directeur de l'ANEM n'a pas manqué de revenir sur l'intégration des jeunes diplômés qui ont obtenu des contrats DAIP. 12.909 bénéficiaires ont été intégrés selon lui depuis le lancement de ce dispositif en 2008. Le responsable qui a évoqué les perspectives du secteur dans la wilaya a indiqué que ses services œuvrent à dépasser les chiffres réalisés en 2016. Avec des entreprises qui vont entrer en production comme OXO qui doit recruter 3.200 personnes ou encore le groupe Benhamadi qui doit prendre 25.000 employés pour ses différentes usines, l'ANEM table sur une offre de l'ordre de 70.000 emplois dans les cinq années à venir.

### **Une soixantaine d'exposants attendus à la fête de l'olivier de Maatkas (Tizi-Ouzou)**

#### **Source : Maghreb Emergent**

Une soixantaine d'exposants animeront, ce mardi, la septième édition de la fête de l'Olivier de Maatkas (25 Km au Sud-ouest de Tizi-Ouzou) qui se tiendra au village Ath Zaim, a-t-on appris, lundi, des organisateurs.

Les participants qui viendront de Tizi-Ouzou et des wilayas limitrophes, dont une vingtaine d'oléifacteurs, animeront l'exposition-vente prévue durant cette fête pour proposer aux visiteurs de huile d'olive, de l'olive de table, des objets artisanaux, des plantes médicinales, et des plants d'arbres et ornementaux, a-t-on ajouté.

Placée sous le thème "Quel avenir économique pour l'huile d'olive de Kabylie", cette fête qui s'étalera sur quatre jours, est organisée par l'association culturelle Tiguedjit en collaboration avec le comité de village d'Ath Zaim. Elle sera abritée par l'école primaire et la mosquée de ce village, a-t-on précisé.

Le but visé par cette fête, est de préserver le patrimoine oléicole local à travers notamment l'encouragement des opérations de rajeunissement des vergers pour améliorer le rendement, selon les organisateurs.

Des conférences seront animées lors de cette manifestation par des spécialistes, autour de cette thématique afin de sensibiliser les agriculteurs et les différentes intervenants dans cette filière.

Une opération de plantation d'oliviers, des démonstrations de greffage et de taille, est au menu de cette nouvelle édition. Une visite guidée des huileries du village et une démonstration d'extraction d'huile d'olive et un atelier organoleptique sont également programmés durant cette fête.